

**Le Japon
et l'Asie Pacifique :**

**Un cas de multiplication
internationale du travail**

Par Christian Sautter

SOMMAIRE

	Pages
I - Le Japon au cœur de la zone Asie Pacifique	6
1 - La recherche d'un consensus interne à la zone Asie Pacifique	6
2 - L'intensité des échanges entre le Japon et le Pacifique-Ouest	9
3 - L'inclination des Etats-Unis vers le Pacifique	14
4 - Le redéploiement géographique des autres pays de l'Asie Pacifique	15
II - La dynamique Industrielle du triangle Japon-nouveaux pays industrialisés d'Asie - Etats-Unis	19
1 - L'Asie Pacifique entre le Moyen-Orient et les Etats-Unis	19
2 - Les trois excédents commerciaux structurels du triangle Japon - NPI d'Asie - Etats-Unis	21
3 - Une réciprocité progressive des échanges entre le Japon et les NPI d'Asie	24
4 - Une autre répartition de travail entre les Etats-Unis et les NPI d'Asie	28
5 - Japon et Etats-Unis : des échanges plus complémentaires que concurrents	30
6 - Le Japon et les pays riches en matières premières de l'Asie Pacifique	32
III - Croissance et aléas de la zone Asie Pacifique	35
1 - Le potentiel de croissance du Pacifique-Ouest	35
2 - La zone Asie Pacifique face au second choc pétrolier : trois scénarios ..	40
3 - L'inconnue américaine	43
ANNEXE : Les indicateurs utilisés	46

Le renforcement rapide d'un vaste pôle de croissance autour du Japon remet en cause nombre d'idées reçues sur les relations économiques Nord-Sud. Plutôt que de *division* internationale du travail selon laquelle ce que gagnent les Nouveaux pays industrialisés (NPI) serait perdu par les pays développés, les relations entre Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour d'une part et le Japon d'autre part caractérisent une *multiplication* internationale du travail dans laquelle les croissances s'épaulent mutuellement dans un jeu à somme non nulle. Plutôt que des termes de l'échange inégaux entre des pays industriels du Nord et des pays sous-développés producteurs de matières premières, on observe dans le Pacifique Ouest que les producteurs de matières premières sont développés (Australie) ou sous-développés (Indonésie, Malaisie...) et que l'industrialisation se situe à tous les stades du développement (de la Thaïlande, à la Corée du Sud et au Japon).

Les contours de la zone Asie-Pacifique sur laquelle se déroulent d'intenses discussions restent vagues. Aussi, après un bref rappel des débats, où Japonais et Australiens jouent un rôle particulièrement actif, et qui témoignent d'une prise de conscience d'un destin commun non seulement économique mais politique (sinon militaire), cherchera-t-on à dessiner les solidarités économiques de fait, telles que les révèlent les échanges extérieurs entre pays de la zone. Des échanges manufacturiers particulièrement intenses constituent le triangle Japon - Etats-Unis - Nouveaux pays industrialisés d'Asie. Et le Japon a des liens étroits avec les grands fournisseurs de matières premières énergétiques, agricoles et industrielles que sont l'Australie - Nouvelle-Zélande et l'Indonésie (première partie).

La seconde partie analyse de façon relativement détaillée (en 72 catégories de produits) sur la période 1969-1977 la dynamique de spécialisation industrielle entre le Japon et ses impétueux voisins : le Japon abandonne-t-il sans lutter les industries légères du textile, de l'habillement, du cuir et ouvre-t-il largement son marché intérieur aux importations en provenance des NPI ? Les NPI se contentent-ils de ces industries à croissance lente de la demande mondiale ou cherchent-ils à pénétrer dans les segments plus porteurs de la filière électronique ? Les Etats-Unis et le Japon organisent-ils des divisions du travail similaires avec les pays d'Asie ?

Le Japon et le reste de l'Asie Pacifique ont un besoin crucial du pétrole du Moyen-Orient et du marché américain. Comment vont-ils réagir au second choc pétrolier qui vient de se produire ? Comment peuvent-ils prévenir une éventuelle réaction défensive américaine face à la pression commerciale du Pacifique Ouest ? Telles sont les deux questions abordées en troisième partie après avoir décrit les deux « cercles vertueux » qui peuvent, en l'absence de catastrophe, faire de l'Asie Pacifique, étendue à la Chine, un pôle de croissance majeur de l'économie mondiale d'ici la fin du siècle.

I - Le Japon au cœur de la zone Asie pacifique

Il est de plus en plus question d'Asie pacifique comme l'on parle d'Europe atlantique ou d'Europe méditerranéenne. L'unité de la zone est moins évidente en pratique que ne peut le laisser croire la lecture d'une carte. Non seulement la géographie mais l'histoire, l'économie, la politique, la sociologie sont à prendre en considération. De longues discussions dégagent progressivement un consensus sur les contours de la zone (§ 1). Une autre approche est de mesurer l'intensité des liens commerciaux entre le Japon et le Pacifique Ouest (§ 2). Quoi qu'on dise d'un vaste Bassin Pacifique englobant les Amériques du Nord et du Sud, les Etats-Unis sont en équilibre entre la communauté atlantique et la communauté pacifique, avec toutefois des liens commerciaux plus intenses avec cette dernière (§ 3). Alors que l'Indonésie et l'Australie - Nouvelle-Zélande se « rapprochent » du Japon, les Nouveaux pays industrialisés regardent de plus en plus vers l'extérieur (§ 4).

Les matériaux de cette première partie sont fournis par les réseaux d'échanges extérieurs de la Banque de données CHELEM du CEPII : exportations FOB tous produits, de 32 zones vers 32 zones, de 1967 à 1977.

1 - La recherche d'un consensus interne à la zone Asie Pacifique

Les débats sur la zone Asie Pacifique ont été engagés il y a une vingtaine d'années et, curieusement, la Communauté économique européenne y a joué dès l'origine un rôle non négligeable. Au moment de sa

création en 1958, la CEE a fait craindre aux pays du Pacifique occidental que le centre de gravité économique du monde allait se fixer au sein de la Communauté Atlantique et que les marchés européens entourés du tarif extérieur commun deviendraient davantage hors d'atteinte. D'où l'idée de constituer une zone de libre échange entre les cinq grands pays développés du Pacifique (PAFTA : Pacific Free Trade Area), qui fut avancée par K. Kojima (universitaire japonais) et P. Drysdale (universitaire australien) en 1968. Ce projet n'eut pas le succès escompté pour deux raisons qui dominent encore les débats actuels : les Etats-Unis refusèrent de choisir entre une communauté atlantique et une communauté pacifique ; les pays en voie de développement du Pacifique occidental considérèrent cette alliance entre Etats-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande comme un « club de riches » dont ils seraient les parias sinon les victimes.

Mais l'idée était lancée. Une communauté de réflexion se constitua et se matérialisa par des conférences annuelles intitulées « Pacific Trade and Development Conferences », dont la première se réunit à Tokyo en 1968 et la dixième à Camberra en 1979 (sur le thème « ASEAN in a changing Pacific and World Economy (1)). La prochaine devrait se tenir à Séoul en septembre 1980 sur le « Pacific Basin Concept ». Ces conférences accumulent des informations et nouent des relations personnelles entre universitaires, fonctionnaires, hommes d'affaires et hommes politiques. Ces réunions sont renforcées par des conférences bilatérales, par des jumelages de chambres de commerce, par des recherches économiques bilatérales (par exemple nippo-australiennes) ou multilatérales. Ainsi le « Center for Southeast Asian Studies » de Kyoto, dirigé par le professeur Ichimura, interconnecte les modèles macroéconomiques des pays du Bassin Pacifique : Japon, Etats-Unis, Corée, Taïwan, Hong Kong, ASEAN et Chine, de même que le projet américain Link relie les modèles des pays développés de l'OCDE et que le projet Euro-Link de la CEE fait fonctionner ensemble les modèles trimestriels des plus grands pays de la Communauté.

Dans ce débat, le Japon ne peut se mettre trop en avant, car les souvenirs de la « Sphère de Co-Prospérité » des années 30 ne sont pas complètement dissipés et parce que son poids dans la région est disproportionné, comme le montreront les parties suivantes. Les Etats-Unis semblent plutôt indifférents. C'est pourquoi l'Australie, de plus en plus coupée de l'Europe et soucieuse de se définir « une nouvelle identité », joue aujourd'hui un rôle moteur.

(1) R. Garnaut editor, à paraître à Australian National University Press.

La zone Asie Pacifique

Code CHELEM	Pays	Population (millions) mi 78	PNB (milliards \$ US) 1978	PNB par tête (\$ US) 1978	Croissance taux annuel	
					Population 1970-1977	PNB en volume par tête 1970-1977
(L)	Japon	114 053	836 160	7 330	1,2	3,6
(QC)	Asie en développement rapide					
•	Corée du Sud	36 616	42 460	1 160	2,0	7,6
•	Hong Kong	4 622	14 050	3 040	2,0	5,8
•	Taiwan	17 139	23 930	1 400	2,0	5,5
•	Singapour (*)	2 355	7 690	3 260	1,6	6,6
(QA)	OPEP Asie					
•	Indonésie (*)	135 993	48 820	360	1,8	5,7
(MA)	Australie - Nouvelle-Zélande					
•	Australie	14 366	113 830	7 920	1,7	1,6
•	Nouvelle-Zélande	3 187	15 270	4 790	1,7	0,9
(QD)	Autres pays de l'Asie du Sud (1)					
•	Philippines (*)	45 639	23 250	510	2,7	3,7
•	Thaïlande (*)	44 345	21 790	490	2,8	4,1
•	Malaisie (*)	13 300	14 540	1 090	2,7	4,9
(TA)	Chine	914 139	424 620	460	1,6	4,5
(A)	Etats-Unis	218 373	2 117 890	9 700	0,8	2,0
(B)	Canada	23 568	216 090	9 170	1,2	3,4
(C)	France (pour mémoire)	53 182	439 970	8 270	0,7	3,1

Source : Banque Mondiale, 1979, World Bank Atlas.

Note : (1) La zone « Autres pays de l'Asie du Sud » comprend, en outre, dans la banque de données du CEPIL, le Pakistan, le Bangladesh, Sri Lanka et de petits pays d'Asie et d'Océanie. Les trois pays Philippines, Thaïlande et Malaisie représentent 81 % des exportations japonaises vers la zone QD et 69 % des importations. En y ajoutant le sultanat pétrolier de Brunei, le chiffre passe à 94 % des importations japonaises.

(*) L'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) comprend Singapour, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie.

De plus, autant le dynamisme atlantique semblait craint durant les années 60, autant les riverains du Pacifique s'émeuvent aujourd'hui de ce qu'ils ressentent comme de l'immobilisme et évoquent « les avantages acquis de la communauté atlantique dans la diplomatie économique internationale et son orientation vers la stabilisation des parts de marché et la protection de l'ordre international actuel » (2).

Bref, les pays du Pacifique occidental ressentent le besoin de donner à leur solidarité et à leur dynamisme un cadre institutionnel souple (de type OCDE) qui n'exclut ni les unions plus serrées à l'intérieur de la région (type ASEAN), ni les liens bilatéraux privilégiés (type Japon-Australie), ni l'ouverture au reste du monde.

Mais qui doit faire partie de cette souple communauté ? N. Ushiba (3), ex-ministre des relations économiques extérieures du Japon, estime que le consensus est fait sur les cinq pays développés du Pacifique (Australie, Japon, Etats-Unis, Canada, Nouvelle-Zélande), les cinq pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande), la Corée du Sud, la Papouasie - Nouvelle Guinée et les petites nations du Pacifique Sud. Mais posent encore question l'ensemble des pays communistes d'Asie ; ainsi que Taïwan et Hong Kong (il faudrait l'accord tacite de la Chine ?) ; les pays d'Amérique Latine ; la péninsule indienne ; et pourquoi pas la CEE « si elle veut contribuer à promouvoir le bien-être du Bassin Pacifique » !

Et quels problèmes cette communauté doit-elle traiter ? La prudence voudrait qu'elle se cantonne aux sujets économiques (4) mais comment ignorer les problèmes de défense, les relations politiques avec l'URSS et la Chine ? et comment passer outre aux profondes différences culturelles qui parcourent une zone particulièrement hétérogène ?

Pendant que ces débats complexes se déroulent, les hommes et les économies se rapprochent.

2 - L'intensité des échanges entre le Japon et le Pacifique-Ouest

Afin de dessiner la zone économique qui s'édifie entre les pays riverains du Pacifique, il est simple de commencer par rechercher avec

(2) P. Drysdale, économiste australien et promoteur de la communauté économique du Bassin pacifique, dans Japan Economic Journal, July 8 1980 (Australia-Japan Economic Issues symposium).

(3) Japan Economic Journal, July 8 1980, p. 23.

(4) Hugh Patrick : Statement for the « Hearings on the Pacific Community », July 18, 1979, Subcommittee on Asian and Pacific Affairs, House Committee on Foreign Affairs, Congrès Américain.

quels pays le Japon, qui joue à l'évidence un rôle essentiel dans la zone, a noué les liens commerciaux les plus étroits. Pour ce faire, on utilisera un *indicateur d'intensité d'exportation*, et un *indicateur d'intensité d'importation* (définis en annexe) dont le principe est le suivant : *l'intensité d'exportation*, par exemple du Japon vers l'Indonésie serait égale à 1 si la part des exportations japonaises à l'Indonésie dans le total des exportations japonaises était la même que la part de l'Indonésie dans le commerce mondial. Elle serait supérieure à 1 si l'importance de l'Indonésie dans les ventes du Japon était supérieure à l'importance de l'Indonésie dans le commerce mondial ; elle serait inférieure à 1 dans le cas contraire. *L'intensité d'importation* est supérieure à 1 lorsque le poids de l'Indonésie dans les importations japonaises est supérieur au poids de l'Indonésie dans les exportations mondiales.

Ces indicateurs appellent deux rapides remarques de méthode. Ils dépendent du découpage géographique du monde et l'on verra en particulier que leur valeur change selon que l'on considère la CEE comme une juxtaposition de neuf pays ou comme une zone unique (sans le commerce intra-communautaire qui s'élève à 17 % du commerce mondial en 1977). En second lieu, les échanges peuvent être très intenses sans que leur montant total soit très important : tout dépend du poids des partenaires commerciaux dans le commerce mondial.

Sur le schéma 1, les pays partenaires du Japon en 1977 sont classés par ordre décroissant d'intensité à l'exportation (partie droite) et d'intensité à l'importation (partie gauche).

Les échanges les plus intenses à l'exportation, comme à l'importation s'effectuent avec *cinq zones du Pacifique Ouest* :

Japon 1977	Intensité à l'importation (m)	Intensité à l'exportation (x)	(m + x)
(MA) Indonésie	7,4	4,5	(11,9)
(TA) Chine	3,8	3,9	(7,7)
(MA) Australie - Nouvelle-Zélande	4,9	2,7	(7,6)
(QC) Autres pays d'Asie du Sud	4,1	2,9	(7,0)
(QD) Asie en développement rapide	2,3	4,1	(6,4)

Note : Les pays composant ces zones sont précisés page 8.

Vient ensuite le *Moyen-Orient OPEP*, dont le Japon est un client particulièrement important. L'intensité à l'importation de 3,4 signifie que les ventes du Moyen-Orient OPEP au Japon représentent 18,6 % des

ventes totales du Moyen-Orient OPEP ; tandis que le Japon effectue 5,4 % des importations mondiales (3,4 = 18,6 %/5,4). Les achats de pétrole s'élèvent à 31,2 % des importations totales du Japon en 1977. Le Japon est aussi un fournisseur attentif du Moyen-Orient OPEP (intensité à l'exportation de 2,2).

Et en septième position se trouvent les *Etats-Unis* avec une intensité d'importation du Japon (en provenance des Etats-Unis) de 1,6 et une intensité d'exportation du Japon (vers les Etats-Unis) de 2,0.

L'Afrique du Sud et l'Inde sont en huitième et neuvième position.

Quoiqu'inclus dans les réflexions sur le Bassin Pacifique, le *Canada* a des échanges fort peu intenses avec le Japon (importation du Japon 1,0 ; exportation 0,6).

Enfin, les liens les moins intenses en 1977 sont ceux du Japon avec les *pays européens*, pour lesquels le commerce intra CEE est dominant. Même en faisant abstraction de ce commerce interne à la CEE, l'intensité des relations du Japon avec la CEE dans son ensemble resterait sensiblement inférieure à 1.

TABLEAU 1 - Intensités d'exportation et d'Importation du Japon 1961-1977

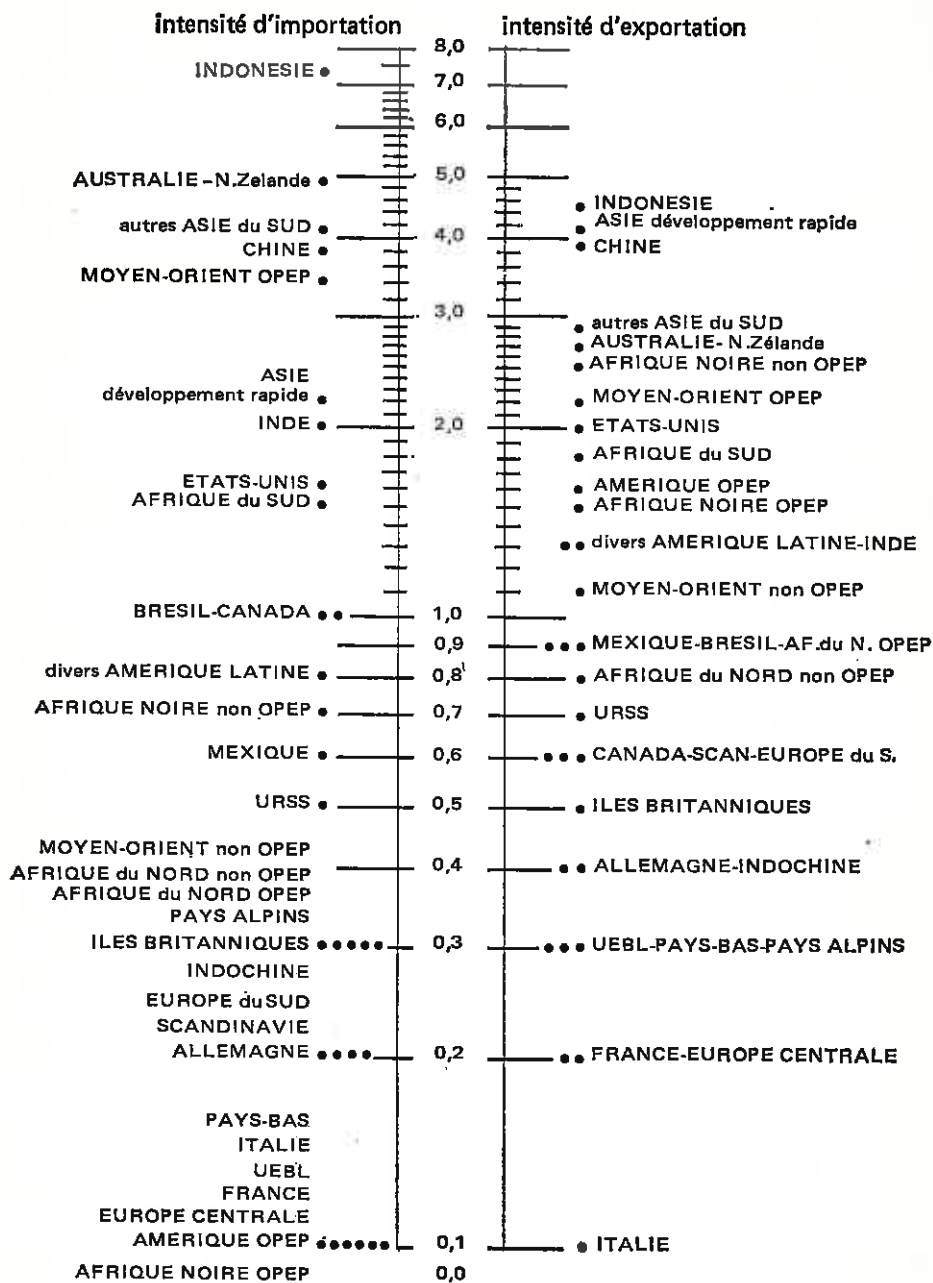
Partenaire commercial du Japon	1961		1969		1977	
	m	x	m	x	m	x
Indonésie	1,9	5,6	7,4	4,8	7,4	4,5
Chine	0,7	0,6	2,9	3,4	3,8	3,9
Australie - Nouvelle-Zélande	4,0	1,5	5,3	2,2	4,9	2,7
Autres pays d'Asie du Sud	3,9	6,7	3,9	4,3	4,1	2,9
Asie en développement rapide	2,3	3,7	2,4	4,7	2,3	4,1
Etats-Unis	2,2	2,4	2,2	2,4	1,6	2,0
Moyen-Orient OPEP	2,8	2,0	2,9	2,0	3,4	2,2

Source : CHELEM-CEPII.

Note : m intensité d'importation ; x intensité d'exportation (voir annexe). Les années 1961, 1969, 1977 sont des années de haute conjoncture mondiale.

En résumé, le Japon entretient en 1977 les relations commerciales les plus étroites avec l'ensemble des pays du Pacifique Ouest : Indonésie, Chine, Australie - Nouvelle-Zélande, autres pays d'Asie du Sud (essentiellement Malaisie, Philippines, Thaïlande) et Nouveaux pays industrialisés d'Asie (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan). Les relations avec

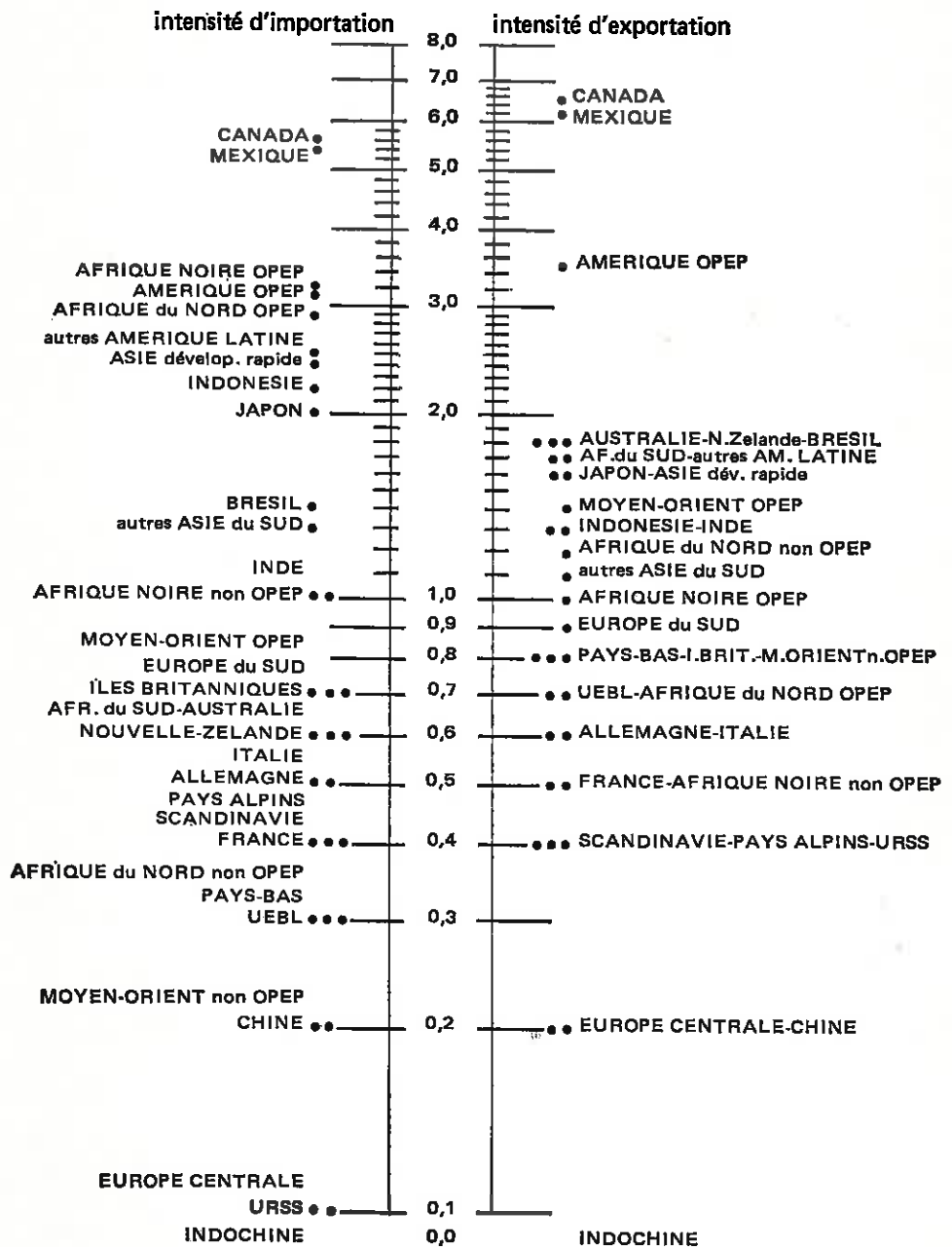
Schema 1 : Intensité d'importation et d'exportation du Japon en 1977



Source: CHELEM-CEPII

Note: les indicateurs sont définis en annexe

Schema 2 : Intensité d'importation et d'exportation des Etats-Unis en 1977



Source: CHELEM-CEPII

Note: les indicateurs sont définis en annexe

les Etats-Unis sont un peu moins intenses mais d'un volume très important et d'une grande importance stratégique (cf. 2^e partie).

Pour l'essentiel, ces relations sont anciennes et remontent aux années 60 (tableau 1). Des changements peuvent cependant être remarqués :

- l'intensité des exportations du Japon vers les autres pays d'Asie du Sud fléchit rapidement (ceci sera mis en relation avec la poussée des Nouveaux pays industrialisés) ;

- l'intensité des importations du Japon en provenance des Etats-Unis fléchit durant les années 70 ;

- par contre le Japon resserre ses liens avec l'Australie - Nouvelle-Zélande.

3 - L'inclination des Etats-Unis vers le Pacifique

Même si les échanges des Etats-Unis « penchent » davantage vers l'Asie que vers l'Europe, la position de ce pays vis-à-vis du Pacifique Ouest n'est pas du tout analogue à celle du Japon.

En 1977 (schéma 2), les partenaires privilégiés des Etats-Unis sont, de loin, le Canada, le Mexique, l'Amérique-OPEP (Venezuela et Equateur).

Le Pacifique Ouest vient ensuite : Asie en développement rapide, puis Indonésie, Japon et autres pays d'Asie du Sud. Mais les importations en provenance d'Australie - Nouvelle-Zélande sont peu intenses et les relations commerciales avec la Chine populaire quasi-inexistantes en 1977.

L'Europe est beaucoup plus élevée dans l'échelle américaine d'intensité que dans l'échelle japonaise.

Ainsi les Etats-Unis ont un axe privilégié Nord-Sud de relations commerciales avec le continent américain (au Nord le Canada, au Sud le Mexique, l'Amérique Centrale et l'Amérique Latine). Sur l'axe Ouest-Est, la balance penche du côté de l'Ouest (le Pacifique), mais les relations avec l'Europe atlantique restent importantes.

Dans une certaine mesure, l'unité du Bassin Pacifique est une fiction. Il est plus exact de dire qu'il se compose de *deux ensembles* : *Le Pacifique Ouest au centre duquel se trouve le Japon et le Pacifique Est dominé par les relations entre les Etats-Unis et ses voisins canadien et mexicain.*

Peut-on dire que le Pacifique Ouest et le Pacifique Est se sont rapprochés depuis vingt ans ?

En ce qui concerne les Etats-Unis (tableau 2), l'intensité d'exportation ne s'accroît que vis-à-vis de l'Australie - Nouvelle-Zélande et des pays en développement rapide.

TABLEAU 2 - Intensités d'exportation (x) et d'importation (m) des Etats-Unis avec l'Asie Pacifique

Partenaire commercial des Etats-Unis	1961		1969		1977	
	m	x	m	x	m	x
Indonésie	1,0	2,3	1,2	1,7	2,2	1,3
Chine	0	0	0	0	0,2	0,2
Australie - Nouvelle-Zélande	1,0	1,0	1,1	1,5	0,6	1,8
Autres pays d'Asie du Sud	1,1	1,4	1,3	1,0	1,3	1,1
Asie en développement rapide	0,8	1,2	2,4	1,1	2,4	1,6
Japon	2,2	2,4	2,4	2,2	2,0	1,6

Source : CHELEM-CEPII.

Note : m Intensité d'importation ; x intensité d'exportation (voir annexe).

Elle décroît notablement vers l'Indonésie et vers le Japon.

Par contre, les intensités d'importation (des Etats-Unis en provenance des pays du Pacifique Ouest) s'élèvent fortement pour les produits en provenance d'Indonésie et surtout des Nouveaux pays industrialisés d'Asie (Corée du Sud...).

Il n'y a donc de resserrement mutuel des liens commerciaux qu'avec les NPI d'Asie et ce résultat est en grande partie acquis à la fin des années 60. Sinon, il est difficile de mettre en évidence une intensification des liens commerciaux entre les Etats-Unis et le Pacifique Ouest depuis vingt ans.

4 - Le redéploiement géographique des autres pays de l'Asie Pacifique

Jusqu'à présent, l'optique adoptée a été celle des économies dominantes : le Japon et les Etats-Unis. Comment se présente le commerce des pays de l'Asie Pacifique du point de vue des autres économies ?

a) *Le recentrage « pacifique » de l'Australie - Nouvelle-Zélande*
(tableau 3)

Le fait dominant est la distension des liens avec le Royaume-Uni, dû au déclin du Royaume-Uni dans le commerce mondial et surtout à son entrée dans le Marché commun, qui a notamment pesé sur les achats de produits agricoles à l'Australie - Nouvelle-Zélande. Ces deux pays ont réagi en accentuant leurs échanges mutuels et en intensifiant leurs relations avec les Nouveaux pays industrialisés d'Asie (Corée, Hong Kong, Singapour, Taïwan), le Japon et les Etats-Unis.

TABLEAU 3 - Les liens commerciaux les plus intenses
de l'Australie - Nouvelle-Zélande

Partenaire commercial de l'Australie - Nouvelle-Zélande	1969		1977	
	m	x	m	x
1. Australie - Nouvelle-Zélande (1)	3,1	3,1	4,7	4,7
2. Japon	2,2	5,3	2,7	4,9
3. Chine	0,2	3,2	0,2	4,9
4. Autres Asie du Sud	1,4	3,4	1,4	3,4
5. Asie en développement rapide	1,7	1,2	2,6	1,7
6. Royaume-Uni	3,7	2,8	2,3	1,2
7. Indonésie	4,8	1,6	0,4	2,4
8. Etats-Unis	1,5	1,1	1,8	0,6

Source : CEPIL-CHELEM.

Note : m intensité d'importation ; x Intensité d'exportation.

(1) Echanges entre les deux pays.

b) *L'horizon mondial des Nouveaux pays industrialisés d'Asie*
(tableau 4)

Tandis que l'Australie et la Nouvelle-Zélande se replient sur le Pacifique, les Nouveaux pays industrialisés d'Asie font le mouvement inverse. A l'exception du commerce qu'ils effectuent entre eux et des échanges avec l'Australie - Nouvelle-Zélande, leurs liens avec l'Asie Pacifique se sont quelque peu desserrés. Importations et exportations se diversifient et manifestent la volonté, nette en Corée du Sud, de mettre en œuvre une stratégie économique extérieure « globale », c'est-à-dire à l'échelle du globe.

A l'intérieur de l'Asie Pacifique, les exportations se déploient des pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande ; Singapour fait partie des NPI) vers les pays à niveau de vie plus élevé (NPI et Australie - Nouvelle-Zélande), sans parvenir à accentuer la percée sur le marché japonais.

TABLEAU 4 - Les liens commerciaux des nouveaux pays industrialisés d'Asie

Partenaire commercial des NPI	1969		1977	
	m	x	m	x
1. Chine	8,8	1,6	7,9	0,5
2. Autres pays d'Asie du Sud	4,4	5,2	3,5	4,3
3. Indonésie	6,4	4,7	4,2	3,1
4. Japon	4,7	2,4	4,1	2,3
5. N.P.I. d'Asie	2,3	2,3	2,4	4,8
6. Australie - Nouvelle-Zélande	1,2	1,7	1,7	2,6
7. Etats-Unis	1,1	2,4	1,6	2,4

Source : CEPII-CHELEM.

Note : x intensité d'exportation ; m intensité d'importation.

NPI d'Asie : Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan.

La Chine qui exporte une partie de sa production par Hong Kong est un cas particulier.

c) *L'intensité des liens commerciaux entre l'Indonésie et le Japon*

L'Indonésie a noué des liens particulièrement intenses et stables avec le Japon : l'intensité d'exportation de l'Indonésie vers le Japon atteint le niveau record de 7,4 en 1977 comme en 1969 (après une pointe à 9,1 en 1973) et l'intensité d'importation d'Indonésie en provenance du Japon est stable elle aussi (4,5).

Par contraste, les relations avec les plus proches voisins de l'Indonésie semblent plus cahotiques. Les liens se détendent avec les Nouveaux pays industrialisés (Corée, Hong Kong, Singapour, Taïwan). Même avec les autres pays du Sud, c'est-à-dire pour l'essentiel la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, trois pays qui ont constitué en 1967 avec l'Indonésie et Singapour l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), il est difficile de déceler une nette tendance d'intégration commerciale.

Il est vrai que ce n'est qu'en 1976 que des décisions ont été prises pour stimuler le commerce entre pays de l'ASEAN et organiser de premières expériences de projets industriels conjoints.

TABEAU 5 - Les liens commerciaux de l'Indonésie

Partenaire commercial de l'Indonésie	1969		1977	
	m	x	m	x
1. Japon	4,8	7,4	4,5	7,4
2. Asie en développement rapide	4,7	6,4	3,1	4,2
3. Chine	6,4	—	4,3	—
4. Autres pays d'Asie du Sud	2,4	3,1	3,1	1,0
5. États-Unis	1,7	1,2	1,3	2,2
6. Australie - Nouvelle-Zélande	1,6	4,8	2,4	0,4

Source : CEPII-CHELEM.

Note : x intensité d'exportation ; m intensité d'importation.

L'explication de ce contraste apparaîtra plus loin : les économies japonaise et indonésienne sont presque parfaitement complémentaires alors que l'Indonésie, comme les NPI d'Asie et à leur suite, entreprend un effort d'industrialisation visant par priorité la couverture des besoins de son vaste marché intérieur (136 millions d'habitants), sans négliger l'espoir d'exporter des produits manufacturés « légers ». La vigoureuse protection des « industries naissantes », de façon à ce qu'elles substituent leurs produits aux importations, n'est évidemment pas favorable à une intégration économique poussée avec des pays qui sont à un niveau d'industrialisation comparable (Malaisie, Philippines, Thaïlande) ou à un stade plus avancé (NPI : Corée, Hong Kong, Singapour, Taïwan).

Conclusion

La zone Asie Pacifique existe dans les faits et se lit clairement dans les flux intenses d'échanges commerciaux qui parcourent le Pacifique Ouest. Elle comprend, autour du Japon, les Nouveaux pays industrialisés d'Asie (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan), l'Indonésie, les trois autres pays de l'ASEAN (Malaisie, Philippines, Thaïlande) et l'Australie - Nouvelle-Zélande.

Elle a des relations étroites mais non exclusives avec les Etats-Unis qui sont très liés aux autres pays du continent américain et, dans une bien moindre mesure aux pays européens. Le Canada appartient certes au Bassin Pacifique par la géographie mais n'a guère de liens commerciaux avec le Pacifique Ouest.

L'image, à ce stade, est celle d'une zone dont un pays, le Japon, focaliserait les échanges commerciaux. La question pourrait alors être posée de l'autonomie de cette zone par rapport au reste du globe, de la constitution autour du Japon d'une zone de repli en cas de perturbations graves des relations économiques mondiales. Cette image centripète est inexacte : le Pacifique-Ouest a besoin de l'économie mondiale pour ses approvisionnements pétroliers et pour ses débouchés manufacturiers.

II - La dynamique industrielle du triangle Japon - Nouveaux pays industrialisés d'Asie - Etats-Unis

Cette seconde partie montre d'abord la nette orientation d'Ouest vers l'Est (et non entre le Nord et le Sud) des flux commerciaux les plus importants de l'Asie Pacifique (§ 1) et l'importance des excédents structurels du Japon sur les Etats-Unis, du Japon sur les NPI, et des NPI sur les Etats-Unis qui sont la manifestation la plus tangible de cette « poussée vers l'Est » (§ 2). Une analyse en 72 catégories de produits permet de comprendre comment le Japon et les NPI articulent leurs spécialisations industrielles de façon à entretenir un cercle vertueux de croissance rapide, et de commerce déséquilibré au profit du Japon (§ 3), alors que les Etats-Unis et les NPI arrivent au résultat inverse (§ 4). De façon paradoxale, les deux économies les plus développées (le Japon et les Etats-Unis) ont des échanges davantage complémentaires que concurrents (§ 5). Avec les pays producteurs de matières premières, Australie - Nouvelle-Zélande et Indonésie, le Japon pratique une complémentarité presque parfaite (§ 6).

1 - L'Asie Pacifique entre le Moyen Orient et les Etats-Unis

Les liens commerciaux peuvent être relativement intenses sans être pour autant très importants : c'est le cas par exemple des exportations du Japon vers la Chine en 1977, d'intensité 3,9, qui n'atteignent que 2 milliards de dollars en 1977, soit 0,2 % du commerce mondial.

Les flux commerciaux dépassant 1 % du commerce mondial en 1977 (11,3 milliards de dollars FOB) sont pour les pays riverains du Pacifique au nombre de quatre (schéma 3) :

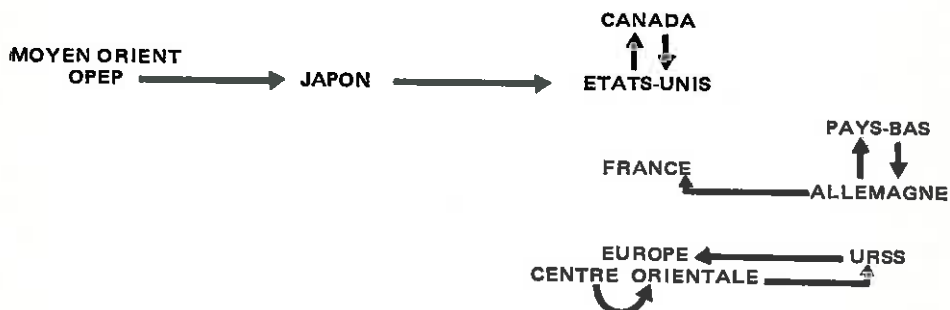
- Moyen-Orient OPEP vers le Japon 18,7 milliards de \$ (FOB)
- Japon vers les Etats-Unis 19,9 milliards de \$ (FOB)
- Etats-Unis vers le Canada 25,0 milliards de \$ (FOB)
- Canada vers les Etats-Unis 28,6 milliards de \$ (FOB)

Les autres échanges d'une telle importance se situent au sein du Marché commun européen et du Comecon.

Abstraction faite des échanges Etats-Unis - Canada qui reflètent une intégration industrielle poussée, sans rapports immédiats avec le Pacifique, un axe orienté se dessine nettement :

Moyen-Orient OPEP → Japon → Etats-Unis

Schéma 3 : Les flux commerciaux dépassant 1% du commerce mondial en 1977



Note : 1 % du commerce mondial égale 11,3 milliards de dollars FOB.

Source : CHELEM - CEPIL.

En descendant « la barre » à 0,8 % du commerce mondial, apparaissent les Nouveaux pays industrialisés d'Asie (graphique 4). Mais le triangle qu'ils constituent avec le Japon et les Etats-Unis est, lui aussi, orienté d'Ouest vers l'Est : *le Japon exporte vers ces NPI, qui exportent vers les Etats-Unis.*

Certes, les exportations des Etats-Unis vers le Japon dépassent aussi le seuil de 0,8 % du commerce mondial, mais l'excédent est nettement en faveur du Japon.

Avant d'examiner les excédents structurels qui caractérisent ce triangle orienté, on peut noter (schéma 4) que cette configuration existait déjà en 1973 (les ventes américaines au Japon étaient *relativement* plus importantes qu'en 1977).

En 1969, les NPI n'étaient pas encore de grands exportateurs mais déjà d'importants clients du Japon. L'Allemagne était un fournisseur majeur des Etats-Unis qui a régressé ensuite, sur le marché américain sous la pression du Japon et des NPI d'Asie.

De 1969 à 1977, s'observe donc bien le déplacement vers l'Ouest du centre de gravité économique mondial ressenti par les pays du Pacifique Ouest qui recouvre trois phénomènes :

- à l'extrême-Ouest (de la zone pacifique) : l'émergence du Moyen-Orient producteur de pétrole ;
- au sein de la zone Pacifique Ouest : le renforcement du Japon et des NPI ;
- à l'extrême Est (de la zone Pacifique) : le recul des pays de la CEE sur le marché nord-américain (5).

2 - Les trois excédents commerciaux structurels du triangle Japon - NPI - Etats-Unis

Rien dans l'expérience des vingt dernières années ne prédispose le Japon à entrer dans une logique d'équilibre commercial bilatéral avec ses principaux pays partenaires, qu'il s'agisse des Etats-Unis, des Nouveaux pays industrialisés d'Asie... ou de l'Europe. Et la pression du déficit vis-à-vis du Moyen-Orient OPEP dont les ventes représentaient 31 % des importations japonaises en 1977 (avant le second choc pétrolier) ne pourra que renforcer la tendance du Japon à rechercher des excédents ailleurs.

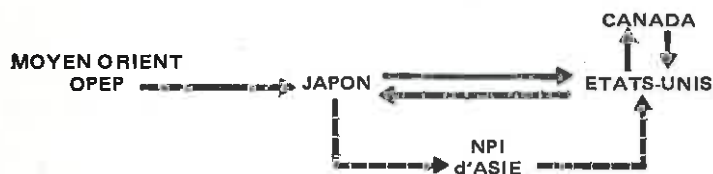
Pour caractériser les déséquilibres commerciaux, on utilisera un indicateur qui peut être facilement calculé à partir de la base de données

(5) Cf. Ch. Sautter et L. de Mautort : « La concurrence industrielle à l'échelle mondiale », *Economie Prospective Internationale* n° 00, juin 1979, Paris, Documentation Française, p. 18.

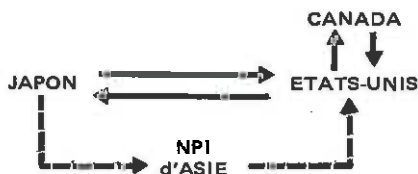
du CEPII sur les exportations mondiales. Il rapporte l'excédent commercial (FOB - FOB) au total des échanges (flux d'exportation et d'importation) entre les deux partenaires (voir annexe).

Schéma 4 : Les flux commerciaux les plus importants des pays du Pacifique

Année 1977



Année 1973



Année 1969



 Flux supérieur à 1% du commerce mondial (11,3 milliards de dollars FOB)
 Flux compris entre 0,8% et 1% (9 à 11,3 milliards de dollars FOB)

NPI : Nouveaux pays industrialisés (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour).

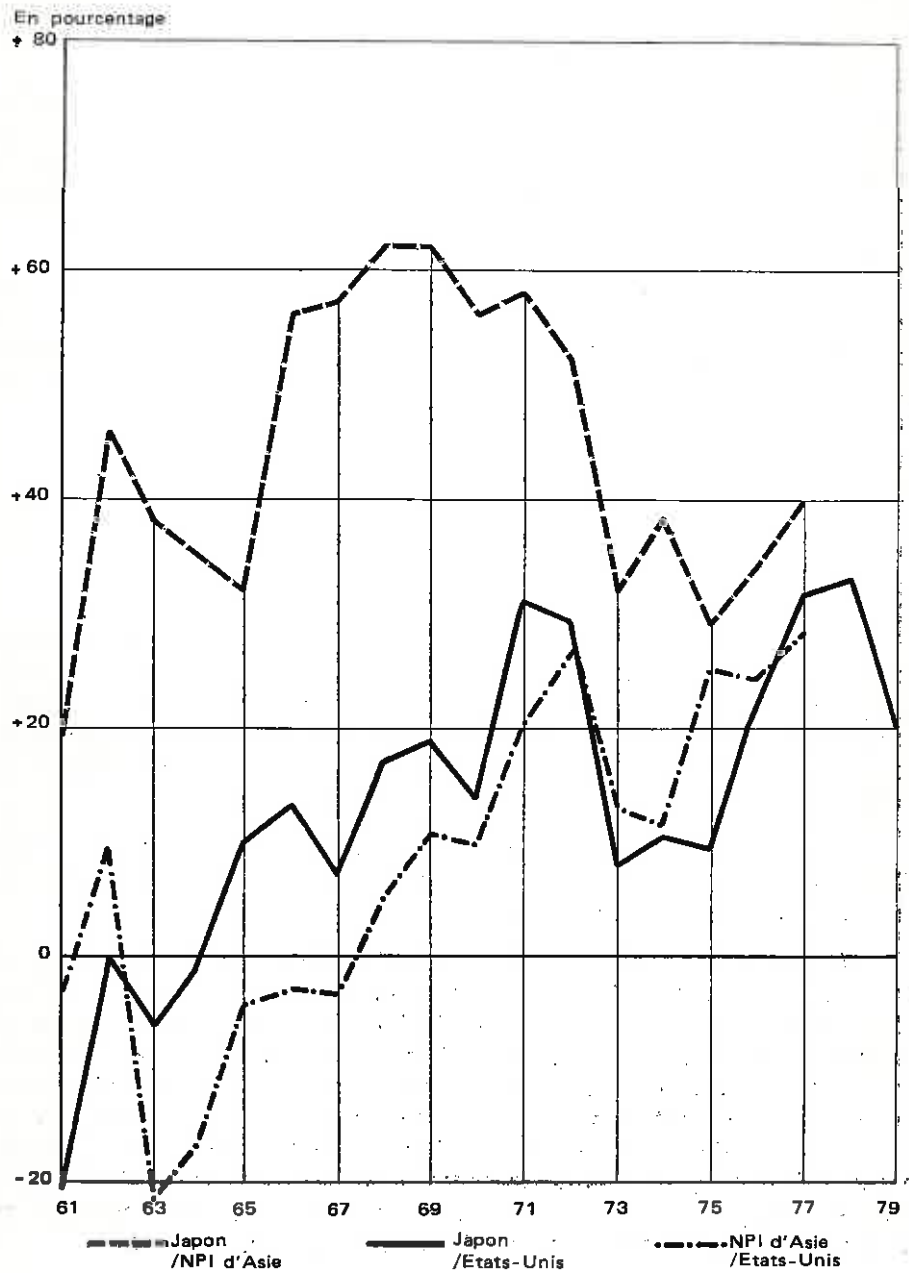
Source : CHELEM - CEPII.

Comme le montre le schéma 5, cet indicateur oscille considérablement en fonction des fluctuations conjoncturelles des pays partenaires, mais des tendances de fond peuvent être mises en évidence :

- depuis le milieu des années 60, le Japon est en excédent par rapport aux Etats-Unis, cet excédent étant en hausse continue et rapide jusqu'à 1971 ; depuis 1971, les oscillations sont amples autour d'un niveau moyen élevé de l'ordre de 20 % ;

Schéma 5 : Déséquilibres commerciaux entre Japon, NPI d'Asie et Etats-Unis

Définition de l'indicateur : $\frac{\text{excédent commercial fob-fob}}{\text{total des échanges}}$



- vis-à-vis des NPI d'Asie, le Japon a maintenu un excédent colossal entre 1966 et 1971, lorsque l'industrialisation rapide de la Corée s'est précipitée, appelant biens d'équipement et biens intermédiaires en provenance du Japon ; mais cet excédent a fléchi, tout en restant très élevé durant les années 72-77 (de 60 % à 30-40 %) : les NPI ont-ils davantage vendu au Japon ou lui ont-ils relativement moins acheté ? ;

- les Etats-Unis sont vis-à-vis des NPI dans une situation opposée à celle du Japon : le déficit américain est « structurel » à partir de la fin des années 60. *Les NPI, partis avec retard, égalent rapidement la performance japonaise sur le marché américain* : le volume des échanges est moindre mais le déséquilibre identique durant les années 70-77.

Ainsi, de même que le dynamisme interne et le déficit pétrolier poussent le Japon à rechercher un excédent dans ses échanges avec les Etats-Unis et avec les NPI, de même les NPI, stimulés par leur déficit pétrolier et par leur déficit vis-à-vis du Japon, sont conduits à dégager des excédents sur le marché américain.

3 - Une réciprocité progressive des échanges entre le Japon et les NPI d'Asie

La croissance rapide du Japon et celle des NPI d'Asie s'entre-tiennent mutuellement dans un « cercle vertueux » qui a en outre l'avantage pour le Japon de lui permettre de dégager un substantiel excédent commercial : quelle dynamique interne de spécialisation, quelles conditions externes sont nécessaires pour que ce cercle vertueux puisse se développer ?

Pour étudier la dynamique de spécialisation, un indicateur sera utilisé qui caractérise le caractère complémentaire ou substituable des échanges entre deux pays ou zones.

L'indicateur γ de complémentarité des échanges (voir annexe) est égal à 1 si les catégories de produits exportés et importés sont tout à fait différentes : on parle alors d'échanges complémentaires ou de commerce inter-branches ou de division verticale du travail. L'indicateur γ est égal à 0 si les structures d'exportations et d'importations sont identiques : ce sont des échanges de produits substituables, ou du commerce intra-branche, ou une division horizontale du travail. La valeur de cet indicateur γ dépend de la nomenclature de produits utilisée et ne prend en compte que la structure des exportations et des importations, que les échanges bilatéraux soient équilibrés ou non.

TABLEAU 6 - La complémentarité des échanges entre le Japon et ses principaux partenaires commerciaux

Indicateur γ	1969	1973	1977
Etats-Unis	0,74	0,71	0,76
Australie - Nouvelle-Zélande	0,93	0,93	0,94
Indonésie	0,95	0,97	0,97
Asie en développement rapide	0,79	0,68	0,67

Source : CEPII-CHELEM.

Note : L'indicateur vaut 1 pour une complémentarité parfaite et 0 pour une absence totale de complémentarité.

Cet indicateur permet de souligner la complémentarité presque parfaite du Japon de l'Australie - Nouvelle-Zélande (cf. II.6), la complémentarité hésitante des relations avec les Etats-Unis et une réciprocité croissante des échanges avec les NPI d'Asie. L'indicateur γ est à 0,67 en 1977, ce qui signifie une certaine imbrication des spécialisations industrielles, mais le Canada et les Etats-Unis, beaucoup plus intégrés, sont à 0,43.

L'analyse des échanges bilatéraux Japon - NPI d'Asie dans le détail des 72 catégories de produits de CHELEM, banque de données du CEPII, permet de décrire cette évolution en deux temps :

— examen des catégories de produits échangés dans les deux sens pour des montants significatifs : échanges réciproques ou « intra-branches » ;

— examen des principaux produits fournis par le Japon et de ceux fournis par les NPI, sans flux réciproque notable : échanges polarisés ou « inter-branches ».

Les échanges réciproques (qui couvrent au moins 1 % des exportations et 1 % des importations du Japon) étaient insignifiants en 1969 : deux catégories de produits dont l'une fourre-tout (articles manufacturés divers) et l'autre peu importante (produits de toilette).

En 1973, cinq catégories de produits manifestent une percée des NPI sur le marché japonais pour les fils et tissus, la petite construction mécanique et électrique, les produits divers et *les composants électroniques*.

TABLEAU 7 - Les échanges réciproques entre Japon et NPI d'Asie

Code produits CHELEM	Part dans les exportations et les importations du Japon	1969		1973		1977	
		% x	% m	% x	% m	% x	% m
DA	Fils et tissus			11,0	12,3	7,4	6,9
DE	Articles en cuirs					1,4	3,9
EE	Articles manufacturés divers ..	1,8	3,8	2,0	5,0	2,6	4,7
FB	Articles métalliques et mécani- que générale			2,8	1,0	3,4	1,2
FJ	Horlogerie					2,4	1,0
FL	Composants électroniques			2,3	2,6	2,8	1,8
FM	Electronique grand public					2,5	1,3
FN	Matériel de télécommunications					2,8	1,0
FQ	Gros matériel électrique					1,8	0,9
FR	Appareils et fournitures électri- ques			4,9	1,4	5,5	1,9
GC	Chimie organique de base ..					5,1	1,1
GE	Produits de toilette	0,9	1,0				

Note : Les échanges sont réciproques lorsqu'ils dépassent 1 % des exportations (1^{re} colonne) et 1 % des importations du Japon (2^e colonne).

Source : CEPIL-CHELEM.

De 1973 à 1977, six nouvelles catégories de produits viennent s'ajouter aux cinq précédentes dont *trois dans la construction électrique et électronique* : électronique grand public, matériel de télécommunications et gros matériel électrique. En outre *la chimie organique de base* manifeste une poussée dans l'industrie des biens intermédiaires.

TABLEAU 8 - La polarisation des échanges entre le Japon et les NPI d'Asie en 1977

Exportations nettes du Japon		Importations nettes du Japon	
CA Produits sidérurgiques	(10,9)	KC Viandes, volailles, poissons	(17,0)
GG Plastiques, fibres résines	(5,3)	IH Produits dérivés du pétrole	(13,5)
FC Moteurs, turbines... ..	(4,9)	DC Bonneterie	(5,8)
GC Chimie organique de base	(4,0)	DB Vêtements de confection	(5,6)
FG Autres machines spécialisées	(4,0)	JB Autres produits d'alimentation	(4,3)
FR Appareils et fournitures électriques	(3,7)	JC Matières premières agricoles	(4,2)

Source : CEPIL-CHELEM.

Note : Le chiffre entre parenthèses est la différence entre le % des exportations du Japon et le % d'importations du Japon ; un produit peut donc être à la fois l'objet d'échanges réciproques et complémentaires.

Les échanges polarisés, dans lesquels les flux sont nettement déséquilibrés sont caractérisés du côté des ventes japonaises par le poids des produits sidérurgiques, des grandes intermédiaires de la chimie (plastique, fibres, résines et chimie organique de base) et des équipements de moyenne-haute gamme (y compris les machines-outils). Peu de biens de consommation durables sont exportés par le Japon vers les NPI.

Dans l'autre sens, le Japon est grand acheteur de produits de l'agriculture et surtout de la pêche (coréenne) et de produits textiles (bonneterie, vêtement). Grand acheteur est une expression exagérée car l'évolution de 1973 à 1977 ne va pas dans le sens d'une percée massive des produits textiles des NPI sur le marché japonais.

Plus généralement, *le Japon ne semble pas accepter facilement la prétendue fatalité de la division internationale du travail*. Dans toutes les catégories de produits (par exemple le travail du cuir !) il s'efforce d'élever sa gamme de fabrications et de satisfaire un pouvoir d'achat intérieur croissant par des produits « made in Japan » incorporant de plus en plus de valeur ajoutée (6).

Une seconde conclusion porte sur *l'évolution ascendante et simultanée de gammes de produits échangés entre le Japon et les NPI*. Au fur et à mesure que les NPI s'équipent d'industries de biens de production, le Japon leur vend des biens d'équipement de plus en plus élaborés : ainsi les machines-outils deviennent de 1973 à 1977 un poste d'importance significative. Comme l'avait montré une étude antérieure du CEPII (7), *les NPI n'ont aucunement l'intention d'être cantonnés par les pays développés dans les activités à faible valeur ajoutée et à faible croissance de la demande mondiale*. En commençant par la satisfaction de leurs propres besoins et en exportant vers les marchés les plus « tendres », ceux de l'ASEAN, les NPI d'Asie entendent se faire une place dans la production des biens de consommation durables, des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

Le problème est que, dans ce cercle vertueux de production ascendante en quantité et en qualité, il faut trouver des débouchés complémentaires. C'est là qu'interviennent les Etats-Unis.

(6) C'est ainsi que s'explique la présence des industries de la mode parmi « les industries d'intelligence », sélectionnées par le MITI pour les années 80.

(7) CEPII : « Les économies industrialisées face à la concurrence du Tiers Monde : le cas de la filière textile », août 1976, Librairie du commerce international et Documentation Française.

4 - Une autre répartition de travail entre les Etats-Unis et les NPI d'Asie

Les Etats-Unis sont principalement un débouché pour les NPI d'Asie qui ont en quelques années acquis un excédent commercial comparable en termes relatifs avec celui du Japon vis-à-vis des Etats-Unis (cf. schéma 5). Mais une certaine répartition du travail existe aussi entre NPI et Etats-Unis, d'une nature semble-t-il différente de celle instaurée entre ces NPI et le Japon.

L'indicateur de division du travail est cependant très proche aussi bien en niveau (US-NPI = 0,69 ; Japon-NPI = 0,67 ; 1977) qu'en évolution (tableau 9). Mais l'analyse des produits à commerce réciproque montre trois différences significatives (tableau 10).

TABLEAU 9 - La complémentarité des échanges entre les Etats-Unis et l'Asie Pacifique

Indicateur γ	1969	1973	1977
Canada	0,51	0,45	0,43
Japon	0,74	0,71	0,76
Australie - Nouvelle-Zélande	0,90	0,32	0,79
Indonésie	0,86	0,85	0,84
Asie en développement rapide	0,74	0,69	0,69
Rappel : Japon-Asie en développement rapide	0,79	0,68	0,67

Source : CEPII-CHELEM.

Note : L'indicateur vaut 1 pour une complémentarité parfaite, 0 pour une complémentarité nulle (voir annexe).

TABLEAU 10 - Les échanges réciproques entre Etats-Unis et NPI d'Asie

Code CHELEM	Part dans les exportations et les importations nettes des Etats-Unis	1969		1973		1977	
		% x	% m	% x	% m	% x	% m
DA	Fils et tissus	1,0	3,3	1,2	2,3		
EE	Art. manif. divers	6,2	15,1	4,6	10,6	3,8	10,1
FB	Art. mét. et méc. gén.	1,3	1,7	1,3	2,3	1,7	3,4
FJ	Horlogerie					1,4	2,8
FL	Composants électroniques	6,2	4,2	8,5	8,1	9,0	6,6
FN	Matériels et télécommunication ..	3,7	1,5	2,6	2,6	2,6	3,5
FO	Machines bureau informatique ..	2,9	0,9	2,6	1,2	2,4	1,7
FR	Appareils et fournitures électri- ques	2,1	3,7	1,5	4,2	2,1	3,2

Note et source : voir tableau 7.

- la division du travail est plus ancienne dans le cas américain que dans le cas japonais : à une exception près, elle est établie dès 1969 ;

- elle est concentrée sur *la filière électronique*, sans l'électronique grand public mais avec « les machines de bureau-Informatique » et les flux sont plus intenses, particulièrement pour les composants électroniques ;

- sur la majorité des postes, les NPI gagnent du terrain (le % des importations américaines croît ou le % d'exportations américaines décroît), alors que l'on a constaté l'inverse dans les échanges horizontaux avec le Japon.

L'hypothèse peut être avancée que l'on est en présence de *comportements différents en matière d'investissements à l'étranger* (8).

D'un côté les firmes transnationales américaines de la filière électronique auraient, assez tôt, délocalisé en Asie du Sud-Est, les maillons de la chaîne de production exigeant beaucoup de travail soigné et peu payé.

De l'autre, les sociétés de commerce japonaises auraient favorisé l'émigration de PME des industries légères, particulièrement vers la Corée et Taïwan qui sont à la fois proches du Japon et dépourvues de barrières de communication (les anciens colonisés connaissent encore le japonais). Bien évidemment des grandes firmes électroniques japonaises ont délocalisé une partie de leur production de bas de gamme d'électronique grand public, mais l'impression prévaut que *le Japon cherche à garder sur son territoire tous les maillons de ses filières stratégiques, quitte à inventer les technologies qui permettent de le faire de façon rentable*.

Les échanges polarisés entre les NPI d'Asie et les Etats-Unis (tableau 11) se résument à des ventes américaines de produits agricoles et d'avions et à des achats de vêtements, d'articles en cuirs (chaussures) et d'électronique grand public.

(8) Voir Anne Hori-Androuais : « Les investissements japonais dans les pays de l'ASEAN », Bulletin de la Maison Franco-Japonaise, X, n° 2, 1979, Presses Universitaires de France.

Kiyoshi Kojima : « Japanese Direct Foreign Investment », Tuttle, Tokyo, 1978.

Sueo Sekiguchi : « Japanese Direct Foreign Investment », Atlantic Institute Allanheld, Osmun Co, Montclair, NJ, USA, 1979.

Kunio Yoshihara : « Japanese Investment in Southeast Asia », University Press of Hawai, 1978.

TABLEAU 11 - La polarisation des échanges entre les Etats-Unis et les NPI d'Asie en 1977

Exportations nettes des Etats-Unis		Importations nettes des Etats-Unis	
JC Produits agricoles pour l'industrie	(12,4)	DE Articles en cuirs	(11,6)
JA Céréales	(9,3)	DC Bonneterie	(11,5)
FW Constructions aéronautique et spatiale ..	(7,8)	DB Vêtements de confection	(11,1)
JB Autres produits alimentaires	(6,3)	FM Electronique grand public	(7,6)
FC Moteurs, turbines... ..	(3,8)	EE Art, manif. divers	(6,3)
FF Ap. de manutention extraction construction	(2,2)	EA Bois	(3,8)

Source et notes : voir tableau 8.

5 - Japon et Etats-Unis : des échanges plus complémentaires que concurrents

Les échanges réciproques ou « intra-branches » portent sur neuf catégories de produits en 1969, onze en 1973, huit en 1977 (tableau 12) et il est difficile de décèler une logique d'ensemble dans ces catégories fluctuantes. Deux constantes se dégagent :

— une division horizontale du travail sur *informatique et machines de bureau* qui reflète davantage une vigoureuse concurrence qu'un partage tacite des activités ;

TABLEAU 12 - Les échanges réciproques entre les Etats-Unis et le Japon

Code CHELEM	Part dans les exportations et les importations nettes au Japon	1969		1973		1977	
		% x	% m	% x	% m	% x	% m
CC	Métaux non ferreux	1,2	2,4				
DA	Fils et tissus			2,2	1,1		
EA	Bois sciés et traités	2,1	1,4				
EE	Produits manif. divers	6,0	2,5	4,0	3,6	3,2	2,6
FB	Art. mét. et méc. gén.	6,5	1,8	6,6	1,4	5,0	1,3
FC	Moteurs, turbines			1,7	2,6	2,0	2,5
FG	Machines spécialisées	1,7	1,6	1,4	1,5		
FI	Appar. mesure et précis.			0,9	2,1		
FL	Composants électroniques					1,0	1,4
FO	Mach. de bur., inform.	1,9	3,3	3,4	2,8	2,3	2,9
FR	Appar. et fourm. élec.	2,4	1,9	2,5	1,4	2,3	1,4
GC	Chim. organ. de base	1,0	3,0	1,2	2,1	1,2	2,2
GG	Plast., fibres, résines	1,2	1,4	1,0	1,7	0,9	1,5
KC	Viandes, volailles, poissons			1,7	1,9		

Source : CHELEM-CEPII.

— et des échanges réciproques dans la *chimie de base* (chimie organique et plastiques, fibres, résines).

Par contre *les échanges polarisés* ont des caractéristiques nettes et durables (tableau 13). En substance, le Japon achète des produits agricoles, de l'antracite et des biens d'équipement très sophistiqués (aéronautique 2,5 % des importations japonaises en provenance des Etats-Unis) et le Japon vend des biens de consommation durables et de l'acier.

TABEAU 13 - La polarisation des échanges entre les Etats-Unis et le Japon (1977)

Exportations du Japon	Importations du Japon
FT Voitures particulières, motos, cycles .. (24,5)	JC Produits agricoles pour l'industrie (15,0)
FM Electronique grand public (9,8)	JA Céréales (12,8)
CA Produits sidérurgiques (8,3)	JB Autres produits alimentaires (12,1)
FU Véhicules utilitaires et matériel de transport terrestre (4,9)	IA Anthracite charbon (8,8)
FN Matériel de télécommunication (4,3)	FW Aéronautique (2,5)
FB Articles métalliques (3,7)	KC Viandes, volailles, poissons (2,2)
FK Optique, photo, ciné (3,5)	EC Pâtes à papier (2,1)

Source : CHELEM-CEPII.

De 1969 à 1977, la part des « voitures particulières, motos, cycles » passe de 9,0 % des exportations japonaises à destination des Etats-Unis en 1969 à 20,2 % en 1973 et 24,5 % en 1977 et le mouvement s'est poursuivi (9). De même, ont progressé le « matériel de télécommunications » et l'« optique-photo-cinéma ». En revanche, l'« électronique grand public » a nettement reculé (16,7 % en 1969, 9,8 % en 1977) et aussi dans une moindre mesure les ventes d'acier (10,8 % en 1969, 8,3 % en 1977). Ces évolutions très brusques à la hausse et à la baisse reflètent les « cycles de produits-pays » particulièrement nets dans le cas japonais (10).

(9) Le Japon a vendu en juin 1980, 227 000 autos aux Etats-Unis soit 30,5 % de plus par rapport au mois correspondant de l'année précédente et 21,9 % de l'ensemble des autos vendues aux Etats-Unis (Japan Economic Journal, July 22 1980, p. 2).

(10) Ch. Sautter : « Croissance et stratégie internationale du Japon », *Economie et statistique*, février 1978.

6 - Le Japon et les pays riches en matières premières de l'Asie Pacifique

Les relations économiques entre le Japon et les Etats-Unis sont en partie celles d'un pays industrialisé (le Japon) et d'un pays fournisseur de matières premières (les Etats-Unis). Cette complémentarité (11) se trouve à l'état pur dans les relations bilatérales Japon - Australie - Nouvelle-Zélande (indicateur de complémentarité de 0,94 en 1977), Japon - Indonésie (0,97) et même Japon - Canada (0,94).

a) Le Japon et l'Australie - Nouvelle-Zélande (12) (tableau 14)

Le Japon échange des biens de consommation durables et de l'acier, contre du charbon, du minerai de fer, de la bauxite et des produits agricoles : la division du travail est quasi-parfaite.

Un seul cas existe actuellement d'échanges réciproques : la chimie minérale de base, avec des flux dans les deux sens de l'ordre de 1 à 2 % des échanges totaux.

A l'avenir, le partage des tâches pourrait évoluer sous la pression du gouvernement australien, qui souhaite que les matières premières fassent l'objet d'une *transformation sur place* (13).

Avec l'Australie - Nouvelle-Zélande, le commerce japonais est perpétuellement en *déficit*.

TABLEAU 14 - La polarisation des échanges entre le Japon et l'Australie - Nouvelle-Zélande

Exportations du Japon	Importations du Japon
FT Autom. parti., mot., cyc. (14,9)	IA Anthracite et charbon (23,9)
FM Electronique grand public (7,4)	MA Minerai de fer (20,7)
CA Acier (7,2)	JC Produits agricoles pour l'Industrie (11,0)
FU Véhicules utilitaires (6,8)	KC Viandes, volailles, poissons (6,6)
DA Fils et tissus (6,1)	HB Minerais non ferreux (5,5)
FS Eléments de véhic. auto. (4,6)	KF Sucres, chocolats (5,4)
	JA Céréales (5,4)

Source et note : voir tableau 8.

(11) Tableau 6.

(12) L'Australie et la Nouvelle-Zélande constituent une zone unique dans la banque de données du CEPII.

(13) Ainsi, pour l'aluminium, un projet conjoint 50-50 réunit à Gladstone (Queensland) une firme métallurgique japonaise (Sumitomo Light Metal Co) et une société de commerce japonaise (Mitsubishi Corp.) pour 50 % et des intérêts australiens pour les autres 50 %. Japan Economic Journal, June 24, 80.

b) *Le Japon et l'Indonésie* (tableau 15)

Le pétrole brut représente deux tiers des ventes de l'Indonésie au Japon. Le bois, le caoutchouc naturel et d'autres matières premières agricoles viennent ensuite dans les importations japonaises.

Le Japon vend beaucoup moins de biens de consommation durables à l'Indonésie qu'à l'Australie - Nouvelle-Zélande en raison du bas niveau de vie moyen de la population (360 dollars de PNB par tête en 1978, à comparer à 7 920 pour l'Australie et 4 790 pour la Nouvelle-Zélande (14). Les ventes portent surtout sur des biens d'équipement (camions, machines) et des biens intermédiaires (acier, fibres artificielles) pour l'industrie indonésienne naissante... qui ne trouve pratiquement aucun débouché sur le marché japonais. L'Indonésie, comme les autres pays de l'ASEAN (à l'exception de Singapour), appartient à *la troisième génération d'industrialisation de l'Asie*, la première étant le Japon et la seconde les Nouveaux pays industrialisés d'Asie. Pour décoller et capter des marchés significatifs, cette troisième génération aura fort à faire car, de même que le Japon n'a pas facilement fait place aux NPI, de même il n'y a aucune raison de penser que les NPI abandonneront volontiers leurs marchés d'industries légères.

TABLEAU 15 - La polarisation des échanges entre le Japon et l'Indonésie (1977)

Exportations du Japon		Importations du Japon	
FU Véhicules utilitaires	(12,4)	IC Pétrole brut	(65,9)
CA Acier	(10,5)	JC Produits agricoles pour l'industrie	(14,7)
GG Plastiques, fibres	(8,3)	IH Produits dérivés du pétrole	(7,9)
FT Voitures particulières	(7,0)	KC Viandes, volailles, poissons	(3,4)
FG Machines spécialisées	(4,9)	HA Minerai de fer	(2,2)

Source et note : voir tableau 8.

Et les projets de la *Chine populaire* qui compte se lancer dans ces industries d'exportation à bas salaires représentent une autre inconnue majeure pour les pays de la troisième génération.

L'Indonésie a l'avantage d'un vaste marché intérieur : 136 millions d'habitants et 48,8 milliards de dollars de PNB en 1978. Si elle parvient, comme le Japon l'a fait durant la première moitié du XX^e siècle, à conju-

(14) Voir encadré p. 8.

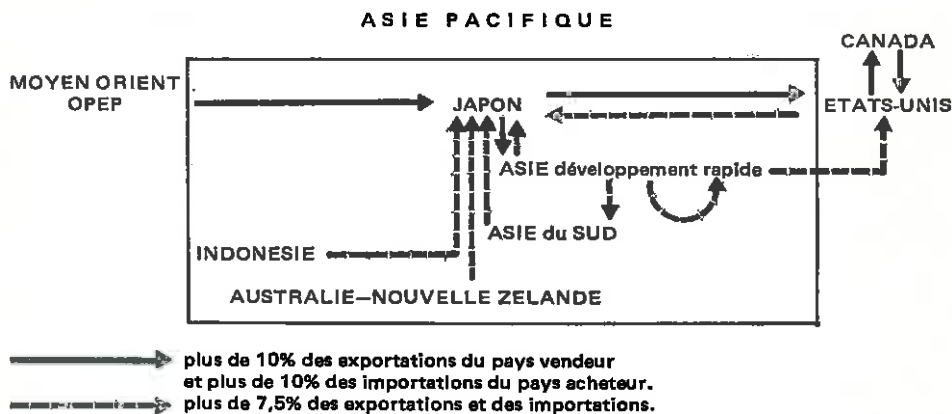
guer protectionnisme et efficacité, elle peut devenir progressivement un « nouveau pays industrialisé ».

Avec l'Indonésie, comme avec l'Australie - Nouvelle-Zélande, le Japon est en *déficit chronique*.

Conclusion

Il est trop facile d'assimiler liens intenses et liens de dépendance. Les liens commerciaux au sein du Pacifique Ouest sont relativement intenses (schéma 6). Les achats du Japon représentent 40 % des exportations de l'Indonésie, 27 % de celles de l'Australie - Nouvelle-Zélande, 23 % de celles des autres pays du Sud (Malaisie, Philippines, Thaïlande pour l'essentiel), 12 % de celles des NPI (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan). Chacun de ces quatre flux d'approvisionnement constitue 7 à 8 % des importations japonaises (1977).

Schéma 6 : L'Asie Pacifique entre le Moyen Orient et les Etats-Unis



Source : CHELEM - CEPIL.

De façon paradoxale, on peut affirmer que *les relations de dépendance les plus importantes sont celles qui lient le Pacifique-Ouest à deux zones extérieures : le Moyen-Orient OPEP et les Etats-Unis*. Du

Moyen-Orient OPEP proviennent 31 % des importations totales du Japon, 16 % de celles des « autres pays d'Asie », 13 % de celles des NPI d'Asie (1977). Vers les Etats-Unis partent 30 % des exportations des NPI d'Asie, 28 % des exportations de l'Indonésie, 25 % des exportations japonaises, 16 % des exportations des « autres pays d'Asie ».

III - Croissance et aléas de la zone Asie Pacifique

L'Asie Pacifique, le Japon au premier chef, dépend des fournitures de pétrole du Moyen-Orient et des débouchés sur le marché américain. C'est donc du Moyen-Orient et des Etats-Unis que pourraient venir les chocs principaux. Le deuxième choc pétrolier est survenu en 1979 ; les Japonais se souviennent de « chocs » américains plus symboliques qu'économiques : reconnaissance de la Chine et inconvertibilité du dollar décidés par Nixon sans en informer le Japon (1971), embargo temporaire sur le soja et négociations textiles difficiles. L'essentiel pour le Japon et les NPI d'Asie est de gagner le maximum de temps et de l'utiliser au mieux pour renforcer le potentiel de croissance de la zone (§ 1). Mais, d'ores et déjà, le second choc pétrolier pose de graves problèmes (§ 2) et la politique commerciale américaine suscite des interrogations croissantes (§ 3).

1 - Le potentiel de croissance du Pacifique-Ouest

Le rapport 1979 sur le commerce extérieur japonais distingue au sein du Tiers Monde des « pays semi-industrialisés » et des pays « presque semi-industrialisés » (15).

Les « pays semi-industrialisés » exportaient en 1977 plus d'un milliard de dollars de produits manufacturés et obtenaient de leur activité industrielle plus du quart de leur PNB. Des six pays semi-industrialisés ainsi définis, *quatre* appartiennent à l'Asie Pacifique : Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour, Brésil, Mexique.

Les pays « presque semi-industrialisés » exportaient en 1977 plus de 350 millions de dollars de produits manufacturés et tiraient de l'industrie un cinquième de leur PNB. Trois des six pays « presque semi-industria-

(15) Japan External Trade Organization : « White paper on international trade - Japan », 1979, p. 15.

lisés » sont à l'Ouest du Pacifique : Malaisie, Philippines, Thaïlande, Turquie, Argentine, Colombie.

Complétée par l'Indonésie et l'Australie - Nouvelle-Zélande... et par la Chine populaire, l'Asie Pacifique réunit autour du Japon un potentiel de croissance considérable. Sauf aléas extérieurs à la zone, ce potentiel de croissance peut être concrétisé si le Japon parvient à entretenir deux « cercles vertueux » avec les Nouveaux pays industrialisés et avec les producteurs de matières premières.

*a) Le premier cercle vertueux du Japon
avec les pays semi-industrialisés*

Il est facile de concevoir sur le papier une division du travail ou plutôt une multiplication du travail selon laquelle le pays le plus développé vendrait les produits industriels les plus sophistiqués et importerait des produits manufacturés plus banals. En pratique, les exemples sont rares et les conditions strictes :

— le pays le plus développé doit continuellement élever sa gamme industrielle et ne pas se reposer sur ses positions (un temps) dominantes ; il doit accepter d'abandonner un certain nombre de fabrications trop coûteuses ;

— le « Nouveau pays industrialisé », à moins d'être complètement sous-traitant, doit déployer un effort considérable de formation, d'épargne, d'investissement, de prospection et de conquête des débouchés ; il doit, lui aussi, accepter, sous la pression des pays « presque industrialisés », de laisser dépérir des activités de main-d'œuvre peu qualifiée et peu payée.

Un tel *cercle vertueux à trois acteurs*, le Japon, les NPI du Nord-Est (Corée, Taïwan, Hong Kong... et Singapour) et la troisième génération (l'ASEAN, sauf Singapour) a existé depuis le milieu des années 60 :

— le Japon poursuit une dynamique de spécialisation qui l'engage vigoureusement sur la filière électronique (16), mais n'accepte pas sans résistance la pratique d'importations manufacturières en provenance des NPI d'Asie : il semble même parvenir à modeler la demande et la production internes de façon que les besoins fondamentaux d'alimentation, de vêtement et de logement puissent être satisfaits sans grande importation par du « haut de gamme » japonais ;

(16) Sous la direction de G. Lafay et M. Fouquin : « Spécialisation et adaptation face à la crise », *Economie Prospective Internationale* n° 1, revue du CEPIL, Documentation Française, janvier 1980.

— les NPI d'Asie mobilisent une main-d'œuvre éduquée et expérimentée et, en raison d'un marché intérieur trop étroit, cherchent des débouchés à l'exportation, au sein du Pacifique Ouest et de plus en plus au dehors ; leurs déficits vis-à-vis de l'OPEP et du Japon sont deux puissants stimulants de cette stratégie d'exportation tournée vers les Etats-Unis et le reste du monde ;

— les pays de l'ASEAN (sauf Singapour) cherchent à se glisser dans les créneaux les plus vulnérables des NPI ; ils commencent donc par protéger leur marché intérieur, fort étroit, afin d'y développer des « industries naissantes » ; moins bien armés ils devront pendant encore longtemps compter davantage sur leurs exportations de matières premières (17) que sur leurs ventes manufacturières à l'étranger.

Ce « *cercle vertueux* », dans lequel le Japon fournit biens d'équipement et biens intermédiaires aux NPI et aux autres pays du Sud-Est Asiatique, *n'est pas un cercle fermé* : il suppose des débouchés pour les biens de consommation durables ou non durables, qui sont fabriqués avec ces biens d'équipement et ces biens intermédiaires. Le marché japonais est très vaste mais absorbe pour l'essentiel des produits japonais. Les marchés des NPI sont étroits soit parce que la population en est réduite (villes-ateliers de Hong Kong et de Singapour), soit parce que l'exportation doit gagner les devises indispensables au paiement des importations (Corée, Taïwan). En peu de mots, ce cercle vertueux suppose à l'extérieur un vaste marché ouvert : ce fut et c'est encore le *marché américain*.

A très long terme, il est concevable d'imaginer un cercle vertueux fermé de la croissance de la zone Asie Pacifique, si les deux pays les plus peuplés réussissent leur décollage agricole et industriel : la Chine avec une perspective de 1 186 millions d'habitants en l'an 2000 et l'Indonésie avec 207 millions d'habitants à cette date (18) peuvent devenir d'immenses marchés de biens de consommation (19). Ces biens seraient produits pour l'essentiel dans le pays ainsi qu'une grande partie des équipements et biens intermédiaires nécessaires mais ceci laisserait place à des ventes importantes du Japon et des NPI, au développement industriel plus avancé.

(17) La Malaisie se distingue de la Thaïlande et des Philippines par sa plus grande richesse en matières premières agricoles (caoutchouc), industrielles (étain) et énergétiques (pétrole et gaz) ; de ce fait ses échanges sont excédentaires vis-à-vis du Japon alors que ceux de la Thaïlande et des Philippines sont nettement en déficit. Rappelons que grâce à son pétrole, l'Indonésie a un excédent « structurel » vis-à-vis du Japon.

(18) Banque Mondiale : World Development Report, 1979, pp. 158-159.

(19) Aujourd'hui, le PNB de la Chine ne dépasse pas celui de la France (voir encadré page 8).

Pour que le cercle soit fermé, il faut que la Chine et l'Indonésie puissent payer ces importations de biens de production. Heureusement, l'une et l'autre sont riches en énergie et matières premières. Le premier cercle vertueux s'engrène sur le second.

*b) Le second cercle vertueux du Japon
avec les pays riches en matières premières*

Avec l'Australie, avec l'Indonésie, avec la Malaisie, bientôt avec la Chine, la complémentarité des intérêts du Japon est manifeste. Ces pays ont besoin d'équipements, de capitaux, de technologies, de débouchés pour leurs matières premières, dont le Japon, totalement dépourvu, est grand consommateur.

Si, face au même problème de la pénurie d'énergie et de matières premières, la « France est vulnérable mais n'a pas conscience de sa vulnérabilité » selon le rapport du Commissariat au Plan « Matières de base, approvisionnement et compétitivité » (20), le Japon, encore plus vulnérable, est pleinement conscient de sa dépendance et cherche à développer la production asiatique.

Pour le pétrole (21), la situation semble sans issue à moyen terme : en 1978, le Japon consommait 263 millions de tonnes et en produisait 1 ; l'Asie du Sud-Est était autosuffisante (production de 103, consommation de 100) et l'Australie déficitaire (production de 21 et consommation de 38). Les réserves mondiales de pétrole brut à la fin de 1979 sont faibles en Asie : 3,1 % des réserves mondiales en Extrême-Orient et Océanie (dont 1,6 % en Indonésie et 0,3 % en Australie) et 3,1 % en Chine.

Le Japon qui, au prix de politiques très vigoureuses espère ramener la part du pétrole brut dans son bilan énergétique de 72 % aujourd'hui à 50 % à la fin des années 90 est condamné à continuer à importer massivement du pétrole du Moyen-Orient qui lui fournit aujourd'hui 75 % de ses approvisionnements (22).

Pour le charbon, les perspectives sont prometteuses puisque la Chine posséderait 21 % des réserves mondiales économiquement exploitables de houille et l'Australie 2,9 % (23).

(20) Commissariat au Plan : « Matières de base, approvisionnement et compétitivité », La Documentation Française, 1980. La plupart des données de ce paragraphe sont issues de ce rapport.

(21) Commissariat général du Plan, op. cit., pp. 63-69.

(22) Année 1978 : l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Brunel...) fournit 19,8 %, la Chine 2,9 % et l'Australie 0,7 %.

(23) CGP, op. cit., p. 79.



Et de même pour l'*uranium* (24), dont la production prévisible de l'Australie (15,6 mille TU en 1990), dépasse de loin les besoins prévisibles du Japon (9 mille TU en 1990).

En résumé, l'Asie Pacifique est douée à long terme pour l'après-pétrole. Encore faut-il que les investissements miniers soient faits en temps utile, c'est-à-dire mis en chantier dès maintenant. La complémentarité des intérêts n'exclut pas des négociations acharnées entre le Japon et l'Australie sur deux points : les contrats d'approvisionnement à long terme et le contrôle des exploitations minières. L'Australie a été échaudée par la façon dont le Japon a demandé la renégociation des contrats à long terme signé avant 1973 dans la perspective d'une croissance japonaise poursuivant à 10 % l'an (25). De son côté, le Japon répugne à procéder à des investissements financiers massifs sans avoir aucun contrôle sur les exploitations minières, dont l'Australie entend conserver la souveraineté. Les négociations avec la Chine sont encore plus complexes mais, comme dans le cas de l'Australie, la complémentarité économique à long terme devrait pousser à une coopération avec le Japon.

Pour les *produits alimentaires* (26) (14,4 % du total des importations japonaises en 1978), le Japon dépend nettement des Etats-Unis qui est le premier fournisseur de soja (97 %), de céréales (57 %), d'aliments pour animaux (46 %), de fruits (42 %), de viande (26 %) et de poisson (17 %).

Pour les *matières premières industrielles*, l'Australie est le premier fournisseur de laine (78 % des importations japonaises), de minerai de fer (43 %), de nickel (33 %), de bauxite (63 %) ; les Philippines de minerai de cuivre (29 %) ; et les Etats-Unis de coton (35 %). Le Japon dépend de l'Afrique du Sud pour certains minerais métalliques (chrome, manganèse...).

En résumé, hormis une dépendance alimentaire limitée vis-à-vis des Etats-Unis, le Japon et la zone Asie Pacifique ne semblent pas souffrir de carence majeure en matières premières non énergétiques. Le problème principal est donc celui de la dépendance pétrolière et d'ores et déjà le second choc pétrolier pose des problèmes difficiles.

(24) CGP, op. cit., p. 73.

(25) Krause et Sekiguchi edi. : « Economic interaction in the Pacific Basin », Brookings, Washington DC, 1980, pp. 93-94.

(26) JETRO : « White paper on International trade - Japan, 1979 ».

2 - La zone Asie-Pacifique face au second choc pétrolier : trois scénarios

Le Japon et l'Asie Pacifique sont absolument dépendants du pétrole du Moyen-Orient OPEP qui, avant les hausses de la fin 1979, fournissait 31 % de l'ensemble des importations du Japon (tous produits ; 1977), 16 % de celles des « autres pays d'Asie », 13 % de celles des NPI d'Asie.

L'ensemble de la zone est confronté à la perspective durable d'un pétrole dont le prix sera élevé et probablement croissant en termes réels. Sans évoquer la perspective d'une pénurie physique qui serait catastrophique, le problème est posé d'une *facture pétrolière lourde et croissante*, quels que soient les efforts déployés pour accroître la productivité énergétique, pour développer les énergies de substitution, pour diversifier les sources d'approvisionnement pétrolier.

La zone Asie Pacifique risque donc de buter sur des « limites financières à la croissance » décrites par une récente étude du CEPII (27) qui envisage trois scénarios :

• *Le scénario de la stagflation cumulative* : chaque pays s'efforcerait comme après le premier choc de 1973 de payer sa facture pétrolière par trois moyens : un effort accru d'exportations, une augmentation de l'endettement auprès du système bancaire privé international, un ralentissement de la croissance interne (et donc des besoins d'importation de pétrole).

L'effort accru d'exportation est en cours de la part du Japon et des NPI d'Asie mais risque de provoquer des réactions américaines (voir plus loin).

L'endettement est un processus cumulatif qui bute sur une limite lorsque le service de la dette devient trop important. A la veille du second choc pétrolier, les pays de la zone Asie Pacifique étaient peu endettés :

Service de la dette (intérêts + remboursements)/exportations de biens et services en 1977 :

Indonésie	11,9
Corée du Sud	8,7
Malaisie	6,5
Philippines	6,4
Thaïlande	3,0

Source : Banque Mondiale, World Development Report, 1979, p. 150.

(27) Berthelemy, Besnainou, Brénder, Ewencyk : « Vers des limites financières à la croissance ; une analyse des déséquilibres des paiements internationaux », *Economie Prospective Internationale* n° 3, revue du CEPII, Documentation Française, juin 1980.

Mais l'exemple d'autres pays, par exemple le Brésil, montre que le ratio de service de la dette peut augmenter très vite. Et les NPI d'Asie pourraient souffrir du discrédit général que pourraient provoquer des difficultés financières de pays en voie de développement d'autres continents.

Le risque est donc grand que, faute de débouchés suffisants hors de la zone, faute de pouvoir ou vouloir s'endetter pour couvrir une dépense de fonctionnement durablement élevée, les pays de la zone Asie Pacifique soient contraints, probablement après d'autres, à freiner leur croissance interne. Ceci entretiendrait le processus de stagflation cumulative de l'économie mondiale et ébranlerait parfois la stabilité socio-politique interne.

Face à cette perspective, la solidarité de la zone Asie Pacifique peut-elle jouer ? Quelle peut être l'évolution de la zone dans les deux autres scénarios « coopératifs » ?

- *Le scénario de recyclage public des pétrodollars vers les Nouveaux pays industrialisés*

L'idée directrice de ce scénario serait que des organismes publics se porteraient garants des emprunts effectués par les NPI pour soutenir leur croissance malgré leur lourde facture pétrolière. L'organisme public prendrait une part croissante du double risque que constituent la garantie d'une rémunération réelle des pétrodollars (risque monétaire) et la menace d'insolvabilité de pays en voie de développement (risques financiers).

De quel organisme public pourrait-il s'agir ? Ce pourrait être la *Banque Asiatique de Développement*, créée en 1966 (28) et semblable aux autres organismes internationaux de financement régional que sont la Banque Européenne d'Investissement (1958), la Banque Interaméricaine de Développement (1959) et la Banque Africaine de Développement (1962).

Les institutions financières japonaises pourraient aussi émettre des emprunts auprès des pays de l'OPEP et prêteraient des fonds aux NPI d'Asie. Ceci pose le problème qui ne peut être traité ici du rôle international du yen, au moins dans la zone Asie Pacifique. Le rôle du yen est actuellement très limité : 70 % des exportations japonaises sont payés en dollars, alors que le chiffre correspondant n'est que de 9 % pour la France et 5 % pour l'Allemagne (29). Il est probable que si le Japon

(28) La Banque Asiatique de Développement a émis le premier emprunt obligataire en yen en 1970 (Japan Economic Journal, July 15, 1980).

(29) CEPII, *Economie Prospective Internationale* n° 3, op. cit., p. 78.

jouait ce rôle d'intermédiation financière entre l'OPEP et les NPI d'Asie, le yen deviendrait de plus en plus employé comme monnaie de facturation (libellé en yen des exportations japonaises vers la zone...), monnaie de règlement (paiement des exportations japonaises), et placement financier (pour l'OPEP, ou pour les réserves publiques des pays d'Asie Pacifique, et pour les détenteurs privés de la zone). Bref, *une zone yen pourrait s'étendre rapidement autour du Japon (30), voire autour de la Banque Asiatique du Développement.*

L'étude citée du CEPII évoque un risque de fragmentation du Sud dans le scénario. Il est clair que si le Japon tenait la clé de l'équilibre de la balance des paiements des pays semi-industrialisés de la zone, il ne manquerait pas d'imposer des liens commerciaux et industriels privilégiés avec le double effet de brider l'indéniable effort d'autonomie de ces pays semi-industrialisés et d'accroître la distance de la zone Asie Pacifique vis-à-vis de la zone américaine et de la zone européenne.

Reste le troisième scénario.

- *Le scénario d'endettement concerté des pays occidentaux*

Dans ce scénario *normatif*, le Japon emprunterait auprès de l'OPEP aussi longtemps que cette zone conserverait un excédent massif.

Le Japon couvrirait par des emprunts (et/ou des ventes d'actions) un déficit persistant de la balance des paiements courants. Plutôt que d'exporter à tout prix et de freiner sa croissance interne, le Japon pousserait sa croissance, sa restructuration industrielle, sa politique énergétique... *en acceptant un déficit extérieur durable.* Un tel comportement serait pour le moins inhabituel de la part du Japon qui a été depuis 1968 en excédent chronique vis-à-vis de l'extérieur, sauf pendant une courte période après le premier choc pétrolier (31). Si une économie aussi forte que l'économie japonaise ne prend pas à sa charge une partie du déficit mondial qui est la contrepartie inévitable de l'excédent durable des paiements de l'OPEP, qui le fera ?

Du point de vue de la zone Asie Pacifique, cette audacieuse politique en stimulant la croissance japonaise perpétuerait les deux cercles vertueux avec les pays semi-industrialisés et les pays riches en matières.

(30) « Is ASEAN switching to the yen ? », Euromoney, July 1980.

(31) Pour le seul mois d'août 1980, 2,5 milliards de dollars de capitaux sont entrés au Japon, dont plus d'1 milliard de dollars de pétrodollars (Japan Economic Journal, september 2, 1980).

premières, sans provoquer de frictions trop aiguës avec les autres pays développés et notamment avec les Etats-Unis.

3 - L'inconnue américaine

Dans l'immédiat, après le second choc pétrolier, les réflexes jouent avec leur vigueur habituelle. Le réflexe est de trouver sur le marché américain des recettes d'exportations qui permettent de payer la facture pétrolière. Stimulées par l'atonie du marché intérieur et la dépréciation du yen de 30 % en 1978 et 1979, les exportations japonaises ont fait un bond spectaculaire : de juin 1979 à juin 1980, elles ont fait un bond de 26,9 % (toutes destinations) en valeur nominale et de 16,9 % en quantité. Les importations ont cru de 42,5 % en valeur nominale et baissé de 0,3 % en volume.

Le Japan Economic Research Center, centre de recherche privé influent et proche du patronat japonais, a formalisé parfaitement cette poussée en annonçant une croissance de 6,2 % pour l'année fiscale 1980 (avril 1980 à mars 1981) tirée par une croissance de 20 % du volume des exportations (32). Le déficit extérieur serait un peu moindre en 1980 qu'en 1979 (12,1 milliards de dollars au lieu de 13,9 de déficit des paiements courants) mais de trimestre en trimestre l'amélioration serait très notable. Cette performance serait facilitée par un taux assez bas du yen (230 yen pour 1 dollar), auquel contribuerait une forte réduction du taux d'escompte japonais qui stimulerait les investissements productifs du Japon mais y découragerait les investissements financiers, ce qui perpétuerait le bas cours du yen.

Une telle stratégie de rétablissement rapide de la balance des paiements risque de provoquer des frictions sérieuses avec le principal client : les Etats-Unis. Cette étude a montré combien le marché américain avait été accueillant aux produits du Japon et des NPI et combien l'excédent accumulé par le Japon et par les NPI sur les Etats-Unis avait permis de soutenir leur croissance rapide des années 1960 et 1970. *Mais il existe des seuils de sensibilité* au-delà desquels des réactions surgissent. En ce qui concerne les *automobiles*, le seuil semble se situer à 20 % du marché américain. On peut noter que les seuils européens sont beaucoup plus faibles : 10 % pour le marché britannique, encore moins peut-être pour le marché allemand et français.

Et les Etats-Unis disposent de moyens de pression considérables sur le Japon pour contenir cette poussée industrielle. Les Etats-Unis assurent la défense du Japon, qui ne consacre que 0,9 % de son PNB à

(32) Japan Economic Journal, 24 juin 1980, p. 2.

un budget militaire de défense conventionnelle et rapprochée. Dans une certaine mesure, ils peuvent aussi jouer de leurs livraisons alimentaires. Mais surtout, ils peuvent adopter des politiques commerciales restrictives et pousser à la hausse du yen par rapport au dollar.

Les industriels japonais cherchent à parer cette menace latente de trois façons : en élargissant leur gamme d'exportations, en investissant aux Etats-Unis et en cherchant des débouchés ailleurs.

- La stratégie japonaise d'exportation a toujours été de percer massivement à l'étranger sur un nombre limité de produits, dont la fabrication avait été parfaitement rodée et amortie sur le vaste marché intérieur. Les difficultés avec les Etats-Unis portent moins sur le déséquilibre global des échanges (les Etats-Unis n'ont guère de difficultés à financer leur déficit en émettant des dollars !), que sur les coups portés à des industries peu nombreuses mais utilisant une abondante main-d'œuvre de qualité et syndiquée. L'automobile est l'exemple le plus récent d'« overkill », dans lequel un seuil de sensibilité a été franchi. Si le Japon vend davantage de produits, sans dépasser pour chacun le seuil de sensibilité impossible à évaluer objectivement, les frictions seront atténuées : vidéo, machine-outils à commande numérique font partie de la nouvelle vague.

- Le Japon a en très peu de temps redéployé ses investissements manufacturiers de l'Asie vers les pays développés et particulièrement les Etats-Unis. *Pour la première fois en 1979 les investissements directs dans les pays développés (Amérique du Nord, Europe et Australie) ont dépassé la moitié des investissements japonais à l'étranger (33).*

Les motivations de ces investissements apparaissent clairement dans l'évaluation de *risques* par pays que font 104 grandes entreprises japonaises (tableau 17). A l'évidence, les Etats-Unis et les grands pays développés sont jugés de « bien meilleurs risques » que les pays semi-industrialisés de la zone Asie Pacifique, Singapour excepté.

Mais les industriels japonais n'envisagent de produire aux Etats-Unis qu'avec prudence, quand ils ont *un avantage technologique évident*, ce qui reste exceptionnel (électronique grand public). Lorsque leur compétitivité vient de l'utilisation d'une main-d'œuvre japonaise, très éduquée et très motivée et beaucoup moins coûteuse (ceci avec certitude lorsqu'il s'agit de travailleurs non garantis des grandes firmes et de la pyramide de sous-traitants), ils ne sont pas du tout assurés de pouvoir obtenir des

(33) Japan Economic Journal, July 8 1980, p. 2 : total de 5 milliards de dollars en 1979 (+ 64 % par rapport à 1978). Mais l'investissement direct dans l'industrie manufacturière reste encore davantage tourné vers l'Asie du Sud-Est que vers les Etats-Unis.

coûts de production satisfaisants aux Etats-Unis. Malgré les pressions du gouvernement japonais, Toyota et Nissan ne marquent aucun enthousiasme à investir massivement aux Etats-Unis : ils y produisent des camions (Nissan) et se rapprochent de constructeurs américains (Toyota-Ford-Toyo Kogyo). Nippon Steel Corporation se rapproche du n° 3 de la sidérurgie américaine (34). Sur la filière électronique, la pression américaine est très forte... sur le marché japonais où IBM et Texas Instruments renforcent leur potentiel productif (35).

TABLEAU 17 - Les risques par pays selon 104 grandes firmes japonaises

Classement 1980	Classement 1979	Pays	Note sur 10 1980	Principal problème
1	1	Etats-Unis	8,91	Inflation
2	2	Allemagne de l'Ouest	8,87	Energie
3	/	Suisse	8,45	Energie
4	3	Canada	8,31	Potentiel de croissance
5	5	Pays-Bas	8,03	Potentiel de croissance
6	7	Australie	7,81	Potentiel de croissance
6	4	Belgique	7,81	Inflation
8	10	France	7,77	Potentiel de croissance
9	11	Royaume-Uni	7,71	Potentiel de croissance
10	6	Singapour	7,40	Energie
14	13	Nouvelle-Zélande	7,26	Taille du marché
16	12	Hong Kong	6,96	Energie
19	15	Malaisie	6,47	Sous-développement
22	16	Taiwan	6,08	Stabilité politique
24	22	Philippines	6,05	Solvabilité extérieure et stabilité politique
31	33	Indonésie	5,39	Solvabilité extérieure
32	31	Chine	5,31	Solvabilité extérieure
32	17	Corée du Sud	5,31	Stabilité politique
35	24	Thaïlande	5,22	Stabilité politique
73	61	Iran	2,20	Stabilité politique
75	/	Afghanistan	1,72	Stabilité politique

/ : non classé en 1979.

Source : Japan Economic Journal, 8 July 1980, p. 11.

• La troisième parade à la montée des tensions commerciales avec les Etats-Unis est d'aller chercher des marchés hors de la zone Asie Pacifique et du continent nord-américain. *A l'évidence, le Marché*

(34) Japan Economic Journal, July 22, 1980, p. 1.

(35) Japan Economic Journal, 1 July 1980, p. 9.

commun européen est un grand dessein japonais des années 80, ainsi que les marchés traditionnels des industriels européens en Afrique, en Amérique Latine et à l'Est. Il est facile de prévoir que l'intensité d'exportation du Japon vers l'Europe, jusqu'ici très faible va s'accroître. La question est de savoir si les industriels japonais parviendront à rester en dessous des seuils (bas) de sensibilité, en exportant une gamme suffisamment large de produits, en investissant dans les pays européens à bas coût de main-d'œuvre qui ont libre accès au Marché commun (Irlande, Espagne, Grèce, Grande-Bretagne...) et en jouant de l'absence de stratégie industrielle européenne.

Christian SAUTTER

Annexe : Les indicateurs utilisés

1 - Indicateur d'intensité d'exportation

$$x = \frac{X_{ij}}{X_i} : \frac{X_j}{X..}$$

X_{ij} est le flux d'exportation du pays i vers le pays j .

X_i est le total des exportations du pays i .

X_j est le total des exportations vers le pays j .

$X..$ est le total des exportations mondiales.

2 - Indicateur d'intensité d'importation

$$m = \frac{M_{ij}}{M_i} : \frac{M_j}{M..} = \frac{X_{ji}}{X_i} : \frac{X_j}{X..}$$

$M_{ij} = X_{ji}$ importations de i en provenance de j = exportations de j vers i .

$M_i = X_i$ total des importations de i = total des exportations vers i .

$M_j = X_j$ total des importations en provenance de j = total des exportations de j .

$M.. = X..$ total du commerce mondial.

3 - Indicateur de déséquilibre commercial

$$d_{ij} = \frac{X_{ij} - X_{ji}}{X_{ij} + X_{ji}}$$

i et j sont les deux pays partenaires commerciaux (par exemple le Japon et les Etats-Unis).

X_{ij} est le flux d'exportations fob en dollars du pays i vers le pays j (du Japon vers les Etats-Unis).

X_{ji} est le flux inverse d'exportations fob du pays j vers le pays i (des Etats-Unis vers le Japon).

Le numérateur est un indicateur de déséquilibre commercial (fob-fob) ; le dénominateur permet de prendre en compte la progression des échanges.

4 - Indicateur de complémentarité des échanges

$$\gamma = \frac{1}{2} \sum_{k=1}^{72} \left| \frac{X_{ij}^k}{X_{ij}} - \frac{M_{ij}^k}{M_{ij}} \right| = \frac{1}{2} \sum_{k=1}^{72} \left| \frac{X_{ij}^k}{X_{ij}} - \frac{X_{ji}^k}{X_{ji}} \right|$$

i et j pays partenaires commerciaux.

$k = 1 \dots 72$ produit échangé (nomenclature en 72 catégories de produits de CHELEM-CEPII).

$\frac{X_{ij}^k}{X_{ij}}$ est la part des exportations du produit k dans les exportations X_{ij} totales du pays i vers le pays j.

$\frac{M_{ij}^k}{M_{ij}}$ est la part des importations du produit k dans les importations M_{ij} totales du pays i en provenance du pays j.

L'indicateur γ mesure la distance entre la structure des exportations du pays i vers le pays j et la structure des importations du pays i en provenance du pays j.

$\gamma = 1$ s'il n'y a aucun flux réciproque = *complémentarité parfaite* (division inter-branche du travail).

$\gamma = 0$ si les deux structures sont identiques = *substitution parfaite* (division intra-branche du travail).

